

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

La cinquième "onde longue" du capitalisme mondial

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 13 janvier 2001

Démocratie & Socialisme

Une nouvelle donne économique

Depuis 1994, en entrant dans une phase d'expansion économique durable, l'économie mondiale clôt la précédente onde longue. Celle-ci avait été ouverte par la phase d'expansion des « 30 glorieuses », de 1943 à 1972 et s'était poursuivie par la phase de dépression des « 20 piteuses », de 1973 à 1993.

Cette nouvelle phase d'expansion résulte d'une hausse du taux de profit qui retrouve presque le niveau atteint durant les 30 glorieuses, jusqu'au début des années 60. En France, par exemple, la part des salaires dans le revenu national, qui était de 69 % durant les années 70 est retombé à 59 % durant les années 90. Aux USA, les ouvriers ne gagnent pas plus qu'en 1958 !

Cette chute de la part des revenus salariaux, qui a pour contrepartie l'envolée de la part des revenus de placement (les profits), est due aux victoires emportées par l'offensive néo-libérale qui s'est déroulée durant les années 80.

L'expérimentation de la politique néo-libérale avait eu lieu au Chili, à partir de la victoire du coup d'Etat de Pinochet en 1973. Son application dans les grands pays industriels fut rendue possible par le reflux des luttes des salariés aux USA, après la victoire de Reagan contre les aiguilleurs du ciel (27000 licenciements) et la victoire de Thatcher contre les mineurs en 1986. Les licenciements et la politique de chômage ainsi permis ont fait pression sur les salaires.

La mondialisation financière (la dérégulation du marché des capitaux) qui a d'abord gonflé une bulle financière apparemment déconnectée de l'économie réelle, a drainé d'énormes capitaux. Mais la croissance du taux de profit aidant, une partie des capitaux dégagés par les entreprises s'est peu à peu investie productivement dès lors qu'une demande solvable était au rendez-vous et pouvait assurer autant de profit que la spéculation financière.

En France, le taux d'autofinancement des sociétés est supérieur à 100 % depuis plusieurs années. Aux USA, les entreprises apportent dans l'ensemble plus de capitaux aux marchés financiers qu'elles n'en retirent.

C'est ainsi qu'une nouvelle révolution technologique, celle de l'informatique, a pu trouver des capitaux pour pénétrer dans l'industrie. De même, le moteur électrique fut la technologie qui a nourri la phase d'expansion du début du 20^e siècle (3^e onde longue économique), et, après la phase de dépression qui clôtura cette 3^e onde, l'électronique fut à la base des 30 glorieuses (Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, éd. de la Passion, 1997).

Une tendance lourde mais irrégulière

La nouvelle phase d'expansion est encore hésitante mais, au fur et à mesure qu'elle s'affermira, les crises cycliques se manifesteront comme de simples ralentissements de la croissance de la production et non comme de vraies récessions (baisse de production), comme le furent les crises de 73-74, de 80-81, de 87-88 et de 92-93.

La conjoncture actuelle est instructive. L'hécatombe des start-up d'Internet est une crise classique de surproduction dans le secteur de la nouvelle économie. Un tiers des entreprises cotées au Nasdaq (indice américain de la nouvelle économie) sont menacées de faillite en 2001. Les plus solides vont avaler les plus fragiles.

Les investissements dans la « nouvelle économie » ont été trop importants en regard des débouchés qui ont pu être trouvés. L'engouement des capitalistes néophytes se lançant dans l'inconnu comme des moutons a produit un sur-investissement.

Le ralentissement de la croissance économique aux USA va affaiblir les importations américaines et toucher gravement la production des pays d'Amérique latine et d'Asie du sud-est. En Europe, le marché intérieur peut prendre le relais de la baisse des exportations si la politique néo-libérale de modération salariale et de rigueur budgétaire ne l'étouffe pas.

Cependant ralentissement n'est pas récession. La dynamique est forte : les profits des grandes entreprises sont en hausse. Ainsi Alcatel enregistre +170 % au premier semestre 2000 , France Telecom + 230 %, Total-Fina-Elf + 50 %.

La production industrielle et l'investissement rencontrent des débouchés. En France, la production industrielle (hors énergie et agriculture) a augmenté de près de 25 % de 1997 à 2000. Dans l'automobile, la hausse atteint 44 % et, dans les composants électriques et électroniques, 48 %. Le taux de croissance annuel est estimé à 3,5 % pour 2000 et 2001.

La consommation augmente. En France, les deux plus fortes hausses de la consommation annuelle pour la décennie écoulée ont été enregistrées en 1998 (+3,3 %) et 1999 (+2,1 %).

La croissance produit aussi une réduction du chômage qui se combine, en France, avec celle qui résulte du passage aux 35 heures. Ainsi, en France, 1 150 000 emplois ont été créés depuis 1997, le chômage a baissé de 15 % en un an (le taux de chômage est passé de 11,3 % en juin 99 à 9,6 % en juin 2000).

Une donne sociale fortement dégradée

Toutefois la sortie de dépression de l'économie capitaliste s'est faite au prix d'une transformation brutale des conditions sociales dans lesquelles elle s'était développée dans l'après-guerre. Le mode de régulation qui avait assuré la prospérité des 30 glorieuses a été détruit. Le libéralisme keynésien a cédé la place au néo-libéralisme.

La subordination du salarié au patron, telle qu'elle résulte de tout contrat de travail, facilite les abus patronaux. Mais, ceux-ci sont heureusement limités par le statut salarial, ensemble de droits qui sont codifiés dans le code du travail, qui encadrent le contrat de travail et qui sont un acquis des luttes sociales et du suffrage universel. Or, les politiques néo-libérales ont réussi à entamer sérieusement ce statut salarial.

La phase d'expansion qui démarre n'est donc pas de même nature que celles de l'onde longue précédente. Elle est plus instable, nettement plus polarisée (des zones entières peuvent en rester à l'écart) et elle n'entraîne pas la progression du pouvoir d'achat du plus grand nombre ni le renforcement des droits et protections des salariés. Il serait donc illusoire d'attendre que la croissance efface mécaniquement les effets de la phase de dépression alors qu'elle est justement structurée par les reculs sociaux qui ont été imposés durant cette dernière.

Les entreprises sont déconcentrées en « centres de profit ». Les salariés sont divisés en statuts divers : CDI/CDD/intérim, temps-plein/temps-partiel, assurés-sociaux/sans-couverture.

L'annualisation du temps de travail et la flexibilité du travail (autrement dit : devoir d'adaptation du travailleur et droit du patron à la rigidité) se sont développés.

Les salariés et les travailleurs indépendants ont fait les frais de la crise, mais avec la nouvelle donne économique, ce sont encore les opérateurs financiers qui veulent accaparer les bénéfices de la croissance : les entreprises sont, plus qu'auparavant, soumises aux intérêts des gros actionnaires et ce sont les fameux 15 % de retour sur investissement

qu'exigent les fonds de pension.

Il ne faudrait d'ailleurs pas interpréter le poids pris par les fonds de pension en France (dû notamment aux avantages que procure l'existence de l'avoir fiscal) comme le signe de la naissance d'un capitalisme collectif. Au contraire, le contrôle des grandes entreprises par les familles bourgeoises est en progression : 23 % des capitaux des 50 premières entreprises françaises sont contrôlées par quelques familles en 1999, contre 11 % en 1984. C'est la conséquence de la disparition de nombreuses petites ou moyennes entreprises sous les coups des crises.

« Les discours sur les managers, puis celui sur les investisseurs institutionnels (fonds de pension et mutual funds anglo-saxons) tendent à escamoter les bourgeois et leurs familles en tant que véritables bénéficiaires des prélèvements sur les richesses produites. Tout est fait aujourd'hui pour occulter les intérêts attachés à tel ou tel patronyme au bénéfice d'organigrammes abstraits qui laissent penser à une diffusion sans principe et sans limites de la propriété du capital » (Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, éd. La Découverte, 2000).

La reconstruction du rapport de forces

Dans le contexte mondial actuel, la France occupe, en compagnie de quelques autres pays européens, une position particulière. C'est sans doute, pour des raisons historiques (la profondeur de l'implantation des valeurs de la république) et conjoncturelles (la gauche au pouvoir), l'un des rares pays où le rapport de forces social s'est moins dégradé. Le salariat n'a pas connu, comme en Grande-Bretagne et aux USA par exemple, de défaite profonde, comme l'atteste le mouvement de novembre-décembre 1995. Les institutions démocratiques et les services publics qui constituent autant d'outils pour contrecarrer la logique inégalitaire du nouveau mode d'accumulation ont été affaiblis mais n'ont pas disparu.

La nouvelle phase d'expansion économique a donc en France une conséquence politique originale et essentielle : elle conforte un rapport de forces social qui peut redevenir rapidement favorable au salariat. En France, le nombre de journées de grèves a augmenté de 43 % de 1998 à 1999 et il semble que le premier semestre de l'année 2000 dépasse à lui seul la totalité de 1999.

Cette nouvelle donne économique offre de nouvelles possibilités à l'action de l'Etat, les services publics, la Sécurité Sociale (comme les fameuses cagnottes ou l'excédent de la Sécu). Si aux USA, malheureusement, rien ne permet de penser que la croissance facilitera la résorption des ghettos, en France, au contraire, c'est possible.

En raison de la baisse de la peur du chômage, la mobilisation sociale renaît. Le rapport de forces social est plus favorable aux salariés. Nous connaissons cette situation alors que la gauche est au pouvoir. Le rapport de forces politique est donc, lui aussi, plus favorable aux salariés. Beaucoup d'atouts sont donc réunis pour que la nouvelle donne économique engendre une nouvelle donne sociale. Il est plus facile d'obtenir que soient maintenant mises en oeuvre des mesures démocratiques et sociales pour renverser la dictature des marchés qui s'est généralisée avec le modèle néo-libéral.

Le MEDEF, qui dans sa dernière université d'été avait notamment au programme un exposé de Denis Kessler sur « le cinquième kondratiev », l'a bien compris, lui qui multiplie les batailles et les petits gains avant que le rapport de forces ne lui soit trop défavorable (sur l'UNEDIC et maintenant sur les retraites complémentaires).

Pourtant, après avoir seulement résisté à reculons face à la vague libérale, les gouvernements des Etats n'ont plus d'alibi pour refuser de s'atteler pleinement à la mission qu'attendent leurs électeurs : la transformation sociale, le développement des services publics, la disparition du chômage de masse, l'augmentation de la part des salaires

La cinquième "onde longue" du capitalisme mondial

dans le revenu national, le rétablissement de la démocratie dans les Caisses de Sécurité Sociale avec l'organisation d'élections au suffrage universel (un ayant-droit, une voix).

Un programme de généralisation de la démocratie, qui donne toute sa place au suffrage universel et au principe d'égalité des droits, implique de donner aux lois la préférence sur les contrats car les contrats lient des partenaires libres mais inégaux, alors que les lois sont des décisions de citoyens libres et égaux en droits.

Il implique une rupture avec l'adaptation au néo-libéralisme qui a constitué la réponse majoritaire des dirigeants de la gauche pendant les années de crise. Il implique une rupture avec les compromissions financières. Il implique notamment une rupture avec des alliances personnelles tissées durant de longues années dans les hauts sommets du pouvoir politique.

Pierre Ruscassie